

# **Aspects législatifs et réglementaires quant à l'accès aux télécommunications dans les établissements pénitentiaires en période de crise sanitaire**

## **Introduction**

1. Le 18 mars 2020, la Belgique entrait en confinement total, à la suite de l'annonce, la veille, de la Première ministre, Sophie WILMÈS. Quelques jours auparavant, un arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, adopté le 13 mars 2020, prévoyait, notamment, l'interdiction jusqu'au 3 avril 2020, des activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative et la fermeture jusqu'au 3 avril 2020 des établissements et les établissements appartenant aux secteurs culturel, festif, récréatif, sportif et horeca<sup>1</sup>.

Par rapport à ces mesures adoptées par le gouvernement qui allaient impacter l'ensemble des personnes résidant sur le territoire belge, le ministre de la Justice, Koen GEENS, décide de suspendre les visites en prison à partir du samedi 14 mars jusqu'au 3 avril inclus, sauf les personnes qui doivent parler aux détenus pour des raisons professionnelles (comme les avocats, les magistrats, les collaborateurs de la police, etc.). Pour compenser l'absence de visites, tous les détenus recevront un crédit d'appel de 20 euros afin de maintenir le contact avec la famille<sup>2</sup>.

2. Nous allons nous intéresser au sort des personnes détenues, plus particulièrement à la situation des personnes en détention préventive, et ce sous l'angle du droit fondamental qu'est l'article 8 de la C.E.D.H.

Notre propos sera divisé en deux sections.

Dans une première section, nous allons d'abord situer le contexte juridique général d'accès aux télécommunications pour les personnes détenues.

Dans une deuxième section, nous allons examiner la situation juridique et factuelle des personnes détenues durant le début de la crise sanitaire, quant à l'accès aux télécommunications.

---

<sup>1</sup> M.B., 13 mars.

<sup>2</sup> Communiqué de presse du Ministre, Koen GEENS, le 13 mars 2020.

## **Section 1. Contexte juridique de l'accès aux télécommunications des personnes détenues en prison**

3. Les articles 64 et 65 de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus réglementent l'usage du téléphone et autres moyens de télécommunications au sein des prisons<sup>3</sup>.

Le détenu a le droit de téléphoner quotidiennement, à ses frais, à des personnes extérieures à la prison, aux moments et pour une durée fixés par le règlement d'ordre intérieur de la prison. Toutefois, lorsqu'il y a des indices personnalisés que la communication téléphonique peut menacer le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur de la prison, par une décision motivée et notifiée par écrit au détenu, peut priver totalement ou partiellement le détenu du droit de téléphoner<sup>4</sup>.

Lorsqu'il vient d'être privé de sa liberté, le détenu a droit à une communication téléphonique gratuite à l'intérieur du pays ou à l'étranger lorsqu'il n'existe aucune instance diplomatique ou consulaire en Belgique.

Il y a également le principe dudit article 65 lequel prévoit que « tout moyen de télécommunications qui n'est pas mis à disposition des détenus par l'administration pénitentiaire ou autorisé par ou en vertu de la présente loi, est interdit »<sup>5</sup>.

Ledit article 65 a été modifié pour préciser quels sont les moyens de télécommunication mis à disposition des détenus par l'administration pénitentiaire (par exemple, le téléphone en cellule). L'article est libellé de manière à tenir compte des évolutions technologiques futures de

---

<sup>3</sup> M.B., 1 février.

<sup>4</sup> Le paragraphe 5 de l'article 64 prévoit que : « toutefois, pour des raisons d'ordre et de sécurité, les numéros formés par le détenu peuvent être enregistrés, conservés et consultés par l'administration pénitentiaire et communiqués aux autorités judiciaires dans les cas prévus par la loi, selon les modalités et dans les délais déterminés par arrêté royal, après avis de la Commission de la protection de la vie privée ». (Ce paragraphe 4 bis vise premièrement à permettre à l'administration pénitentiaire, lorsque des raisons d'ordre et de sécurité l'exigent, d'enregistrer, de conserver et de consulter les numéros de téléphone formés par les détenus. La jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme exige, en ce qui concerne l'article 8 (protection de la vie privée) de la Convention européenne des Droits de l'Homme, que la loi – et ceci sensu lato – détermine quelles données peuvent être conservées, la durée de la conservation de ces données et à qui ces données peuvent être communiquées. Le présent amendement prévoit alors que la loi déterminera quelles données peuvent être enregistrées, conservées et consultées par l'administration pénitentiaire (notamment les numéros de téléphone formés par le détenu) (...) Cette communication des données aux autorités judiciaires ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi, comme par exemple le cas prévu par l'article 88bis du Code d'Instruction criminelle : proposition de loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus, *Doc. parl.*, Ch., 2004-2005, n°0231/007, p.13).

Toutefois, l'article 113, paragraphe 1<sup>er</sup>, 4° de ladite loi prévoit que : « Les sanctions disciplinaires suivantes peuvent être infligées pour une durée maximale de trente jours pour une infraction de la première catégorie et de quinze jours pour une infraction de la seconde catégorie, pour autant qu'il y ait un lien avec la nature ou les circonstances de l'infraction disciplinaire

4° la privation ou la restriction du droit de téléphoner visé à l'article 64 ».

Le point B) vise à supprimer la possibilité de priver totalement un détenu de contacts téléphoniques lorsqu'il fait l'objet d'une mesure d'ordre ou de sécurité. Une telle privation paraît en effet excessive, d'autant que le système de contrôle des communications téléphoniques des détenus permet un contrôle performant et permet de canaliser les contacts téléphoniques : proposition de loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus, *Doc. parl.*, Ch., 2004-2005, n°0231/008, pp.11 à 12).

<sup>5</sup> M.B., 1 février.

l'administration pénitentiaire<sup>6</sup>. L'objet est de permettre à la direction de la prison d'autoriser différents moyens de communication, comme, par exemple, donner accès à Internet via l'application « *Prison Cloud* ». Lors de la modification de cet article, les possibilités offertes aux détenus pour communiquer sont très limitées. L'idée était d'offrir de nombreuses perspectives pouvant contribuer à la resocialisation des détenus : pouvoir postuler en ligne, gérer électroniquement leur administration personnelle ou utiliser les outils disponibles en ligne pour gérer un budget ou maîtriser les assuétudes<sup>7</sup>.

Par la suite, l'arrêté royal du 8 avril 2011 déterminant la date d'entrée en vigueur et d'exécution de diverses dispositions des titres III et V de la loi de principes du 12 janvier 2005 est entré en vigueur le 01 septembre 2011<sup>8</sup>.

Concrètement, le directeur ou le membre du personnel désigné à cet effet va attribuer à chaque détenu un compte d'utilisateur un code d'accès strictement personnels, pour l'utilisation d'un téléphone (article 20). Evidemment, il est interdit à chaque détenu d'utiliser le compte d'utilisateur ou le code d'accès appartenant à un autre détenu (article 25). Les données de téléphonie ne sont pas enregistrées que pour contrôler les communications téléphoniques des détenus pour des raisons d'ordre et de sécurité mais également pour la gestion financière du compte d'utilisateur du détenu (article 21).

Après avoir examiné les dispositions légales et réglementaires applicables en matière d'accès aux télécommunications pour les détenus, nous allons examiner la situation juridique et factuelle des personnes détenues durant le début de la crise sanitaire, quant à l'accès aux télécommunications.

---

<sup>6</sup> Projet de loi modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice, *Doc. parl.*, Ch., 2015-2016, n°1986/001, p.84.

<sup>7</sup> Projet de loi modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice, *Doc. parl.*, Ch., 2016-2017, n°1986/005, pp. 139 à 140.

<sup>8</sup> *M.B.*, 21 avril. Il s'agit des articles 20 à 25.

## **Section 2. Accès aux télécommunications des personnes détenues durant le début de la crise sanitaire**

### **- Régime général applicable durant le début de la crise sanitaire**

S'intéresser aux règles régissant l'accès aux télécommunications pour les personnes détenues en cas de crise sanitaire mène à la recherche des règlements d'ordre intérieur des 35 prisons belges<sup>9</sup>. Or, ces règlements d'ordre intérieur des différentes prisons ne sont pas facilement accessibles et les directeurs de prison sont généralement frileux de les communiquer.

Toutefois, la direction générale des établissements pénitentiaires au sein du S.P.F. Justice transmet, sur demande, plusieurs règlements d'ordre intérieur. Le réflexe est de penser que ces règlements d'ordre intérieur ont été adaptés suite aux instructions de l'administration pénitentiaire aux directeurs de prison. Or, l'administration pénitentiaire confirme que tous ces règlements d'ordre intérieur sont en train d'être modifiés, pour intégrer le droit de plainte des détenus qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020<sup>10</sup>. Le détenu pourra, entre autre, se plaindre formellement de toute décision qui a été prise à son égard par le directeur de la prison ou en son nom, plainte qui sera introduite auprès de la *Commission des plaintes* de la Commission de Surveillance de la prison où réside le détenu<sup>11</sup>.

Chaque prison a son propre règlement d'ordre intérieur, car, de manière pratique, les conditions de détention bien que globalement similaires ne sont pas identiques. Pour la question des télécommunications, tous les établissements pénitentiaires ne disposent pas encore de téléphones dans les cellules mais certaines disposent de téléphones uniquement dans le couloir. Le temps que chaque détenu pourra passer avec ses proches dépend, en partie, de la surpopulation carcérale et, par conséquent, du nombre de demandes d'accès au téléphone. Dès 2013, la ministre de la Justice de l'époque, Annemie Turtelboom (Open VLD), avait le souhait que toutes les cellules soient

---

<sup>9</sup> Il y a la prison d'Andenne, la prison d'Audenarde, la prison de Dinant, la prison de Hasselt, la prison d'Ittre, la prison centrale de Louvain, la prison de Malines, la prison de Merksplas, la prison de Nivelles, la prison de Saint-Gilles, la prison de Tongres, la prison de Wortel, la prison d'Anvers, la prison de Beveren, la prison de Forest-Berkendael, le centre pénitentiaire école de Hoogstraten, la prison de Jamioulx, la prison de Louvain secondaire, la prison de Marchen-Famenne, la prison de Mons, l'établissement de défense sociale de Paifve, le centre de détention de Saint-Hubert, la prison de Tournai, la prison d'Ypres, la prison d'Arlon, le complexe pénitentiaire de Bruges, la prison de Gand, la prison de Huy, la prison de Lantin, la prison de Leuze-en-Hainaut, le centre pénitentiaire école de Marneffe, la prison de Namur, le centre pénitentiaire agricole de Ruiselede, la prison de Temronde et la prison de Turnhout.

Selon l'article 603 du Code d'instruction criminelle, une maison d'arrêt par arrondissement judiciaire doit être prévue mais, pour l'arrondissement judiciaire d'Eupen, il n'y a ni maison de peine, ni maison d'arrêt actuellement en place. La difficulté pour l'arrondissement judiciaire d'Eupen est le caractère linguistique et le fait qu'une prison en son sein ne serait pas suffisamment occupée.

<sup>10</sup> Cela devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2020, initialement. Il s'agit de l'arrêté royal du 11 septembre 2019 modifiant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, relatives au traitement des plaintes et des réclamations, *M.B.*, 17 septembre.

<sup>11</sup> La décision que prend la Commission des plaintes peut à son tour faire l'objet d'un recours introduit auprès de la *Commission d'appel* du Conseil central de surveillance pénitentiaire (CCSP), que ce soit par le détenu ou par le directeur de la prison.

À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2020, le détenu pourra introduire auprès du directeur général de l'administration pénitentiaire une réclamation contre un placement ou un transfèrement. Le détenu pourra ensuite introduire un recours contre la décision du directeur général auprès de la Commission d'appel du CCSP. Enfin, le détenu pourra introduire un recours auprès de cette même Commission d'appel contre la décision du directeur général de le placer sous régime de sécurité individuel particulier.

équipées d'un téléphone<sup>12</sup>. Ce projet a été poursuivi par le ministre actuel de la Justice, Koen Geens. Les nouvelles prisons de Marche, Leuze et Beveren ont été équipées dès l'origine de téléphones en cellule, et, en avril 2019, les prisons de Jamioulx et Hasselt ont été également équipées de téléphone en cellule<sup>13</sup>.

L'examen des règlements d'ordre intérieur des prisons de Lantin<sup>14</sup>, d'Ittre<sup>15</sup> et de Leuze-en-Hainaut<sup>16</sup> adoptés respectivement en 2014, 2017 et 2019 permet de conclure que le détenu a toujours le droit de téléphoner quotidiennement à ses frais, tant vers des lignes fixes que vers des numéros de GSM mais que l'équipement de téléphone en cellule n'est pas encore généralisé.

Pour la prison de **Lantin**, le détenu doit recharger, à jour fixe, des unités téléphoniques grâce à un formulaire, pour avoir accès entre 8 heures et 11 heures 30 et 14 heures 30 et 20 heures 30. L'accès est cependant suspendu pendant les mouvements importants et la pause du personnel en fin de journée. L'agent d'aile organise l'accès au téléphone en dehors des activités communautaires, en permettant l'utilisation simultanée des deux cabines d'aile.

Pour la prison d'**Ittre**, étant donné que chaque aile est pourvue de trois cabines téléphoniques et chaque atelier est pourvu de cabines téléphoniques et le détenu a accès au téléphone de façon illimitée pour autant que son compte soit suffisamment provisionné et dans le respect de l'accès au téléphone des autres détenus. Il doit signaler à la comptabilité la somme qu'il désire bloquer pour l'accès au téléphone les dimanche et jeudi soir. Les plages horaires sont de 7 heures à 13 heures 30 et de 14h30 à 20h15, 7 jours par semaine.

Pour la prison de **Leuze-en-Hainaut**, l'usage du téléphone se fait au départ du système *PrisonCloud* compris dans l'équipement de la cellule.

Ce détour par l'examen des règlements d'ordre intérieur permet de comprendre que l'adaptation des conditions de détention en prison sont uniquement le fruit d'instructions administratives. Autrement dit, il s'agit de communications par courriel du directeur général des établissements pénitentiaires, Monsieur Rudy Van De Voorde, adressées aux différents directeurs de prison.

La première communication du 13 mars concerne, comme cela a été rappelé précédemment, plusieurs mesures : la suspension des visites du 14 mars au 3 avril, avec, à titre de compensation, pour tous les détenus présents et incarcérés à partir du 13 mars, un crédit pour téléphoner de 20 € (un premier versement a lieu le vendredi 13 mars et un second versement le lundi 23 mars)<sup>17</sup>.

La deuxième communication du 2 avril fait suite aux prolongations des mesures liées au coronavirus jusqu'au 13 avril et accorde un nouveau crédit d'appel de 20 € à tous les détenus,

---

<sup>12</sup> <https://www.lalibre.be/belgique/un-telephone-et-un-acces-internet-par-cellule-de-prison-52a5494c357004c37c896640>.

<sup>13</sup> [https://www.rtb.be/info/belgique/detail\\_les-detenus-auront-bientot-le-telephone-dans-leur-cellule?id=10192400](https://www.rtb.be/info/belgique/detail_les-detenus-auront-bientot-le-telephone-dans-leur-cellule?id=10192400); les détenus peuvent appeler depuis leur cellule à un tarif préférentiel de 11 centimes par minute, et chacun d'entre eux a reçu un code personnel associé à un compte individuel.

<sup>14</sup> Circulaire ministérielle n° ROI/2 du 12 juin 2014.

<sup>15</sup> Circulaire ministériel n° ROI/4 du 1<sup>er</sup> avril 2019.

<sup>16</sup> Circulaire ministérielle n° ROI/2 du 11 décembre 2017.

<sup>17</sup> Les coûts de cette mesure sont à la charge du budget central et ne seront pas pris en charge par la Caisse d'entraide des détenus, voir courriel du 13 mars.

à titre de compensation de la suspension des visites (un premier versement le 3 avril et un second le 14 avril).

La troisième communication du 23 avril précise qu'un nouveau crédit d'appel de 20 € est accordé (premier versement le 24 avril et un second le 4 mai<sup>18</sup>).

La quatrième et dernière communication du 15 mai précise que les détenus ont obtenu un dernier crédit de 10 €, le 14 mai.

Durant la période de suspension des visites, les détenus auront reçu 70 € de crédit d'appel. Le téléphone a été un moyen de communication avec les services d'aide aux détenus, les avocats, les services offrant une assistance morale. Il y a eu et il y a toujours la possibilité de maintenir des contacts avec le monde extérieur également par le biais d'une vidéoconférence. Cependant, il faut relativiser ce fait, et le replacer avant et après le 13 mars 2020. En effet, des détenus de différentes prisons se sont plaints qu'après le 13 mars 2020, ils sont passés de 3 x 1 heure de visite par semaine avec contact physique (ou 5 ou 7 x 2 heures 45) à 1 x visite par semaine derrière un plexiglas sans contact physique ou possibilité de conversation privée et d'1 (2 ou 4) x 2 heures visites hors surveillance par semaine à 20 minutes par vidéoconférence<sup>19</sup>.

« *En temps normal, on n'a que 25% de nos droits, mais là si en plus vous nous enlevez les visites avec nos proches... Les visites hors surveillance, c'est un cocon, une bulle, ça nous permet de respirer, ça calme les tensions* » (Abdeljabbar, détenu à la prison de Forest, août 2020)<sup>20</sup>.

- Jurisprudence applicable à la détention préventive en cas de crise sanitaire

La question de la conformité de la mesure prise par l'administration pénitentiaire par rapport à l'article 8 de la C.E.D.H. concernant le respect effectif de la vie privée et familiale, en cas de détention préventive, a été posée devant le Tribunal correctionnel de Liège, division Liège. Il s'agit d'un jugement du 25 mars 2020<sup>21</sup>.

La suspension de visites en prison constitue certes une restriction à la vie privée mais n'enfreint pas l'article 8 de la C.E.D.H. puisque les conditions d'avoir une base légale, un but légitime et une mesure nécessaire dans une société démocratique sont remplies en l'espèce. Le Tribunal rappelle qu'il y a l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus<sup>22</sup>, que la mesure a pour but légitime la protection de la santé, et est nécessaire dans une société démocratique. Le Tribunal souligne que l'interdiction de visite temporaire est décidée pour protéger la population carcérale de cette pandémie<sup>23</sup> et que la détention préventive limite, dans tous les cas, les contacts du détenu avec la société libre. D'ailleurs, tout citoyen libre est restreint également dans ses contacts avec son réseau social.

---

<sup>18</sup> La précision du 4 mai intervient par un courriel du 27 avril.

<sup>19</sup> Cela varie en fonction des prisons mais le premier exemple concerne celle d'Hasselt.

<sup>20</sup> <http://oipbelgique.be/fr/?p=1164>.

<sup>21</sup> Corr. Liège, 25 mars 2020, *J.L.M.B.*, 2020/16, pp. 757 à 758.

<sup>22</sup> Cet arrêté ministériel a été adopté par le ministre de l'Intérieur et trouve à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile le pouvoir d'organiser les moyens et de déterminer les mesures nécessaires à la protection civile pour l'ensemble du territoire national ainsi que d'appliquer ces mesures au sein tant des divers départements ministériels que des organismes publics.

<sup>23</sup> Au 6/05/2020, 17 détenus ont été testés positifs (cela représente 0,18 % de la population carcérale) et la population carcérale s'élève à 9.642 détenus pour une capacité de 9.279, soit une surpopulation de 3,9%.

Depuis le lundi 25 mai, les visites ont à nouveau été autorisées pour tous les détenus (à l'exception de ceux en isolement préventif et médical) et à l'égard d'une seule personne par visite, avec port du masque et écran en plexiglas. A partir du 6 juin, le détenu et le visiteur pouvaient enlever leur masque durant la visite lorsqu'ils sont à table. A partir du 18 juin, 3 personnes maximum étaient autorisées par visite et les enfants sont désormais autorisés. Depuis le 14 septembre, les contacts physiques entre le détenu et le(s) visiteur(s) sont possibles sans parois en plexiglas et les visites hors surveillance (VHS) reprennent.

### **Conclusion**

Pour conclure, l'examen de l'ensemble des instructions administratives envoyées aux directeurs de prison a permis un rapide tour d'horizon des mesures applicables aux détenus quant à l'accès aux télécommunications et aux conditions de visites durant le début de la crise sanitaire, par dérogation à celles prévues légalement et de manière réglementaire.

Nous terminerons par souligner que la principale dérogation aux conditions de détention « normales » a été la mesure prise par l'administration pénitentiaire de suspendre les visites du 14 mars au 24 mai, limitant la majorité des contacts des détenus avec le monde extérieur par téléphone.

Toutefois, bien que cette mesure pose question quant à sa conformité à l'article 8 de la C.E.D.H., une jurisprudence à Liège a estimé que cette ingérence n'enfreignait pas l'article 8 de la C.E.D.H.

Les visites étant à nouveau possibles, cette question ne semble, pour le moment, plus d'actualité.